



Hausse des prix en perspective

Les produits alimentaires pourraient rester chers

Une boulangerie du Caire

Thomas Helbling et Shaun Roache

PARTOUT dans le monde, les intempéries ont pesé sur les récoltes et fait monter les prix alimentaires, aggravant les risques d'inflation et touchant les couches les plus vulnérables de la population. Des inondations en Australie, au Pakistan et en Inde ont accru le coût des produits alimentaires, de même que des sécheresses en Chine, en Argentine et en Europe de l'Est. Les prix de l'énergie sont de nouveau en hausse, avec probablement des implications pour l'alimentation.

De nombreux pays, en particulier des pays émergents et en développement peinent face aux effets de ces prix élevés sur la pauvreté, l'inflation et, pour les pays importateurs, la balance des paiements. Cette inflation a peut-être aussi été à l'origine des troubles sociaux au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Les prix internationaux des produits alimentaires ont été plus ou moins stables au premier semestre de 2010, mais ils sont montés en flèche au deuxième semestre et ont continué d'augmenter en 2011 (voir graphique 1). L'indice des prix alimentaires du FMI (voir encadré) est maintenant proche du sommet de juin 2008.

Bien entendu, la hausse des prix alimentaires est une mauvaise nouvelle pour tous les consommateurs. Mais les pauvres, ainsi que les consommateurs dans les pays en développement et émergents en général, sont touchés plus durement car l'alimentation représente une part bien plus élevée du total de leurs dépenses (FMI, 2011). Par ailleurs, la hausse rapide des prix alimentaires pose des problèmes importants aux dirigeants des pays émergents et en développement.

Marchés internationaux

Les produits alimentaires, plus peut-être que les autres, ont une valeur symbolique et pratique. Le souci de la sécurité alimentaire, l'adéquation de la production intérieure et des revenus relatifs dans l'agriculture fait que les produits alimentaires ne s'échangent pas aussi facilement que les biens manufacturés, en raison des politiques agricoles protectionnistes. Malgré tout, certains aliments importants, en particulier les principales céréales et les oléagineux, sont négociés sur les marchés internationaux. C'est aux cours de ces produits que nous nous intéressons ici. Une grande partie des produits alimentaires ne sont pas échangés, si bien que les prix internationaux ne sont que l'un des déterminants de la hausse des prix intérieurs de l'alimentation.

Tout le monde s'est habitué à des prix alimentaires relativement faibles dans les années 80 et 90 : les prix corrigés de l'inflation étaient inférieurs à ceux observés pendant la grande crise des années 30 (voir graphique 2). Mais depuis l'an 2000, les prix de l'alimentation n'ont cessé d'augmenter, sauf pendant la crise financière mondiale fin 2008 et début 2009, et tout porte à croire que ces hausses sont tendancielle et non temporaires.

Des goûts de plus en plus chers

Cette hausse des prix de l'alimentation tient peut-être surtout à ce que les consommateurs dans les pays émergents et en développement deviennent plus riches et modifient leur alimentation en conséquence. En particulier, ils mangent plus d'aliments riches



en protéines (viande, produits laitiers, huiles alimentaires, fruits et légumes, et fruits de mer). La demande de ces produits est plus élastique par rapport au revenu que les céréales de base. Aussi, plus les gens s'enrichissent, plus ils veulent de ces aliments riches en protéines, alors que leur consommation de céréales augmente peut-être plus lentement ou même diminue.

Cela accroît la demande de ressources agricoles rares : par exemple, plus de terres sont consacrées plutôt au pacage qu'aux cultures, et davantage de cultures servent à nourrir les animaux. En conséquence, les pays émergents et en développement représentent environ trois quarts de la croissance de la demande mondiale des principales cultures depuis le début des années 2000.

Produits alimentaires et carburants

Le développement fulgurant des biocarburants est un autre facteur sur les marchés des produits alimentaires depuis une dizaine d'années. Les cours élevés du pétrole et l'appui des pouvoirs publics ont accru la demande de biocarburants, qui servent de supplément, surtout dans les pays avancés et aussi dans quelques pays émergents comme

le Brésil. Cette demande a dynamisé la demande de cultures de base. En 2010, par exemple, la production d'éthanol à base de maïs a absorbé quelque 15 % de la récolte mondiale de maïs. Les autres produits dont la demande est liée à celle des biocarburants sont le sucre de canne, les palmistes et le colza.

Les cours élevés du pétrole ont aussi un effet direct sur le coût de production de l'alimentation parce que des carburants, y compris le gaz naturel, sont utilisés pour produire des intrants, tels que les engrais. Des carburants sont aussi utilisés à tous les stades du cycle de production agricole, de l'ensemencement à la distribution en passant par la récolte. Les prix des denrées alimen-

taires sont en partie tributaires des cours du pétrole, et les biocarburants ont probablement renforcé ce lien.

Rendement

Étant donné les hausses structurelles de la demande de nombreuses cultures et autres produits alimentaires, les prix ne peuvent rester stables à moyen terme que s'il y a une augmentation structurelle correspondante de l'offre. Autrement dit, les prix moyens doivent augmenter pour encourager une augmentation de l'offre. Les agriculteurs n'ont réagi aux opportunités offertes par la hausse de la demande que progressivement. Pour comprendre la réaction de l'offre, il est essentiel de comprendre l'interaction entre productivité et croissance de la superficie cultivée. Traditionnellement, une croissance rapide de la productivité fait baisser les prix des denrées alimentaires. Mais au cours des 10 dernières années, la quantité produite par hectare a diminué pour le riz et le blé par rapport aux années 80 et 90, et a plus ou moins stagné pour le maïs et le soja. Un ralentissement de la croissance de la productivité signifie une hausse des prix, toutes choses étant égales par ailleurs.

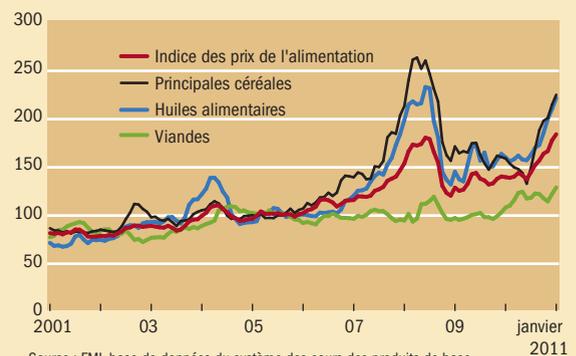
La croissance du rendement étant plus faible, il a fallu utiliser plus de terres pour augmenter la production. Mais cela se traduit par une hausse des prix, pour deux raisons principales.

Graphique 1

L'indice des repas

Les prix de l'alimentation sont montés en flèche en 2010 et continuent d'augmenter.

(prix réels en dollars constants, 2005 = 100)



Source : FMI, base de données du système des cours des produits de base.

Graphique 2

Au plus bas

Le prix réel de l'alimentation est en hausse, mais reste au plus bas depuis la crise des années 30.

(logarithme naturel d'un indice en dollars constants, 1977-79 = 100)



Sources : Grilli et Yang (1988); Pfaffenzeller et al. (2007); et FMI, base de données du système des cours des produits de base.

Indice des prix alimentaires

L'indice des prix alimentaires du FMI inclut les 22 produits les plus négociés à l'échelle internationale, parmi lesquels des céréales (blé, riz et maïs), des oléagineux (soja), des huiles alimentaires (huile de palme), des viandes de base (carcasses de boeuf), des aliments d'origine marine (farine de poisson), des fruits tropicaux (bananes), et le sucre.

Le FMI a créé cet indice pour évaluer plus facilement l'évolution et les perspectives du marché de l'alimentation pour son rapport sur les *Perspectives de l'économie mondiale*. Les produits qu'il suit sont ceux dont les parts dans le commerce international sont les plus élevées, et ces parts déterminent le poids de chaque produit dans l'indice. Ces produits ont généralement un prix de référence international (par exemple, le prix du maïs américain exporté des ports du Golf du Mexique).

Premièrement, la concurrence entre cultures. Étant donné les contraintes géographiques, une augmentation de la superficie consacrée à une culture entraîne souvent une baisse de la superficie consacrée à une autre. Les agriculteurs décident en fonction des prix relatifs. Deuxièmement, comme la demande de nombreuses cultures a augmenté en même temps, la superficie cultivée globale aussi a dû augmenter. Pour que les agriculteurs accroissent leur superficie cultivée, en particulier sur des terres marginales moins productives, il faut que les prix des cultures montent.

À plus long terme, la baisse de la croissance des rendements est inquiétante, car la croissance persistante de la demande de denrées alimentaires exigera de nouvelles hausses de la superficie cultivée. Mais certaines des terres supplémentaires seront moins productives que celles qui sont cultivées aujourd'hui, à cause du manque d'irrigation dans les zones arides, de l'insuffisance des infrastructures ou simplement de la plus faible fertilité des sols. Dans les zones où l'urbanisation est rapide, les terres fertiles servent à autre chose que l'agriculture. Et la dégradation des sols et les changements climatiques ont freiné la croissance des rendements.

La croissance faible des rendements et l'offre limitée de terres sur fond de hausse rapide de la demande peut modifier les courants d'échanges internationaux. En Chine, par exemple, la demande croissante d'aliments pour animaux a fait du pays un importateur net de maïs et de soja. Comme les marchés alimentaires internationaux sont encore relativement peu profonds — seulement une petite partie de la production mondiale est exportée, car l'essentiel est consommé localement — cette évolution peut avoir des effets importants sur les prix mondiaux.

Baisses de la production

Le changement structurel des marchés alimentaires internationaux explique bien en partie la hausse tendancielle des prix alimentaires. Mais les tendances n'entraînent généralement pas de variations brutales des prix. Pour vraiment comprendre les récentes envolées des prix, nous devons examiner d'autres facteurs. En fait, une série de chocs climatiques sur l'offre, dont l'enchaînement est aujourd'hui bien connu, a causé la montée des prix alimentaires depuis le milieu de 2010.

Tout d'abord, une sécheresse et des feux de friches ont provoqué une baisse de la production de blé en Russie, en Ukraine

et au Kazakhstan. En conséquence, on estime aujourd'hui que la récolte mondiale de blé pour la campagne actuelle a baissé de plus de 5 % (voir graphique 3). Ensuite, à cause d'un été chaud et humide, la récolte de maïs a été plus faible que prévu aux États-Unis. Enfin, en automne, l'un des épisodes de La Niña les plus violents des 50 dernières années a endommagé les récoltes, notamment de riz, en Asie. Non seulement les dégâts occasionnés aux récoltes en Asie ont provoqué une hausse des cours alimentaires, mais ils ont aussi touché les marchés locaux, notamment par leurs effets négatifs sur la production locale de fruits et légumes.

La réaction des prix à une offre déficitaire dépend de l'ampleur du déficit, mais aussi d'autres facteurs. La restriction des exportations de céréales en Russie et en Ukraine a amplifié cette réaction. De telles mesures maintiennent les prix intérieurs à un faible niveau et les stabilisent, mais entraînent une hausse des prix mondiaux. Des réactions protectionnistes à des chocs sur l'offre ont été observées aussi lors de précédents emballements des prix alimentaires, notamment en 1973–74 et en 2006–08 (Martin et Anderson, 2011).

Reconstituer les stocks

Les prix alimentaires sont influencés aussi par le niveau des stocks. Beaucoup des principaux produits de base — par opposition aux denrées périssables — sont stockables et, en cas de récolte déficitaire, les stocks peuvent grossir l'offre. Plus les stocks sont faibles par rapport à la consommation, plus les détenteurs de stocks rechignent à libérer une partie de leurs stocks à un prix donné, en supposant qu'ils les maintiennent en partie pour se protéger contre des pénuries futures. Donc, l'effet des chocs affectant l'offre sur les prix augmente si les ratios stocks/usage diminuent.

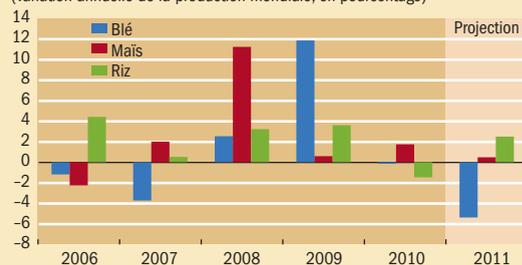
Des ratios stocks/usage faibles ont amplifié les effets des récents déficits de l'offre sur les prix et accru la volatilité des prix alimentaires. Ces ratios ont diminué considérablement ces 10 dernières années. Lors du précédent pic des prix alimentaires en 2008, ils avaient atteint un plancher comparable à celui de 1973–74 (voir graphique 4). Les bonnes récoltes au deuxième semestre 2008 et au début de 2009 n'ont permis qu'une faible reconstitution des stocks. Donc, lorsque l'offre a été perturbée au milieu de 2010, les marchés de l'alimentation étaient encore vulnérables.

Les effets des chocs affectant l'offre sont souvent brefs. La production retrouve généralement vite son niveau tendanciel lorsque

Graphique 3

Mauvaises récoltes

Les mauvaises conditions climatiques partout dans le monde ont lourdement pesé sur les récoltes de céréales en 2010. (variation annuelle de la production mondiale, en pourcentage)



Source : Ministère de l'agriculture des États-Unis.

les conditions climatiques se normalisent. En fait, les périodes où la production diminue et où les prix montent en flèche sont généralement précédées et suivies de longues périodes de stabilité relative des prix (Deaton et Laroque, 1992, entre autres, ont noté cette tendance). Faute de nouvelles perturbations climatiques, la récente envolée des prix alimentaires devrait se modérer lorsque la nouvelle campagne commencera dans l'hémisphère Nord. Toutefois, il est peu probable que cette tendance à la hausse s'inverse sous peu parce qu'il faudra du temps pour que l'offre s'ajuste aux augmentations structurelles de la demande des principaux produits alimentaires.

Répercussions

L'emballement des cours mondiaux a déjà provoqué une hausse des prix intérieurs de l'alimentation et de l'indice général des prix à la consommation au début de 2011 dans de nombreux pays. Ces effets directs («primaires») font partie de la répercussion normale des prix. Comme en 2007-08, ces effets ont été plus prononcés dans les pays émergents et en développement, où la part des produits alimentaires dans le panier des consommateurs est plus élevée que dans les pays avancés (FMI, 2008).

Tout comme les pays et les ménages plus pauvres consacrent une plus grande part de leur budget à l'alimentation, le coût effectif des aliments représente une plus grande partie du coût des produits alimentaires dans les pays pauvres que dans les pays riches, où le coût de la main-d'œuvre, du transport, de la commercialisation et de l'emballage ajoute une valeur qui ne prend pas la forme de calories.

Mais si les prix internationaux se stabilisent, les effets primaires s'estompent à moins que l'inflation hors alimentation et énergie soit touchée. Ces effets indirects («secondaires») se manifestent si les hausses des prix alimentaires influent sur les anticipations inflationnistes. Si les gens s'attendent à ce que les prix de l'alimentation continuent de monter, ils réclament des hausses de salaires, ce qui fait monter l'inflation tendancielle.

Les 20 dernières années ont montré que les risques de répercussion de la hausse des prix alimentaires sur l'inflation tendancielle sont faibles dans les pays avancés, mais sont considérables dans les pays émergents et en développement, pour deux raisons (FMI, 2008).

Premièrement, comme l'alimentation représente une part bien plus élevée des dépenses et les aliments eux-mêmes une part plus élevée du coût de l'alimentation dans les pays émergents et en développement, une envolée des prix alimentaires a plus de chances d'influer sur les anticipations inflationnistes et de conduire à des revendications salariales. Deuxièmement, la crédibilité de la politique monétaire dans ces pays reste plus faible en dépit d'une amélioration récente : les agents économiques sont moins convaincus que la banque centrale peut faire face à des tensions inflationnistes et il est donc plus probable qu'ils ajustent leurs anticipations inflationnistes à moyen terme.

Le FMI conseille généralement aux pays de tolérer les effets directs de la hausse des prix des produits de base sur l'inflation, mais d'être prêts à durcir leur politique monétaire pour éviter les effets indirects. Par ailleurs, il faut aussi prendre des mesures qui renforcent les dispositifs de protection sociale et protègent les pauvres des ravages d'une hausse de leurs factures alimentaires.

L'alimentation restera-t-elle chère?

Le monde devra peut-être s'habituer à payer plus cher pour s'alimenter. Le récent emballement des prix tient en grande partie à des facteurs temporaires, comme le climat. Néanmoins, les principales raisons de la demande croissante d'aliments reflètent des changements structurels irréversibles dans l'économie mondiale.

On peut s'attendre à ce que l'offre réagisse à la hausse des prix, comme lors des décennies précédentes, ce qui décrisperait les marchés de l'alimentation, mais cela prendra des années plutôt que des mois. Des ressources importantes pour la production alimentaire, les terres, l'eau et l'énergie pourraient aussi devenir de plus en plus rares. Les technologies et l'accélération de la croissance des rendements pourraient compenser cette rareté.

Entre-temps, les dirigeants, en particulier des pays émergents et en développement, resteront probablement confrontés aux problèmes posés par des prix de l'alimentation qui sont à la fois plus élevés et plus instables que par le passé. ■

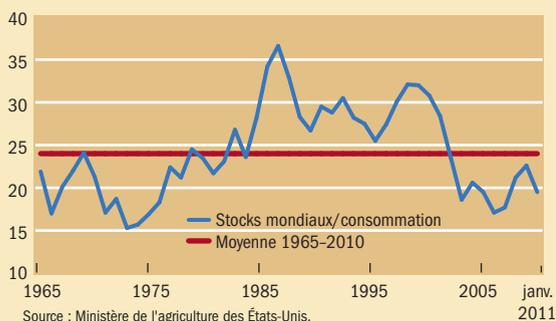
Thomas Helbling est conseiller et Shaon Roache économiste, tous deux au Département des études du FMI.

Graphique 4

Stocks inférieurs à la moyenne

Les stocks mondiaux de céréales se situent en deçà de la moyenne depuis 10 ans.

(stocks mondiaux de fin d'année en pourcentage de la consommation mondiale)



Source : Ministère de l'agriculture des États-Unis.

Bibliographie :

- Deaton, Angus, and Guy Laroque, 1992, "On the Behavior of Commodity Prices," *Review of Economic Studies*, Vol. 59, No. 1, p. 1-23.
- Grilli, Enzo, and Maw Cheng Yang, 1988, "Primary Commodity Prices, Manufactured Goods Prices, and the Terms of Trade of Developing Countries: What the Long Run Shows," *The World Bank Economic Review*, Vol. 2, No. 1, p. 1-47.
- International Monetary Fund, 2008, *World Economic Outlook, Chapter 3, "Is Inflation Back? Commodity Prices and Inflation"* (Washington, October).
- , 2011, *World Economic Outlook* (Washington, April).
- Martin, Will, and Kym Anderson, 2011, "Export Restrictions and Price Insulation During Commodity Price Booms" *Revised version of a paper presented at the World Bank-UC Berkeley Conference on Agriculture for Development—Revisited, Berkeley, October 1-2, 2010.*
- Pfaffenzeller, Stephan, Paul Newbold, and Anthony Rayner, 2007, "A Short Note on Updating the Grilli and Yang Commodity Price Index," *The World Bank Economic Review*, Vol. 21, No. 1, p. 151-63.